

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 29/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/01/2024

### **Contexte et constats**

Non publié sur **GÉORISQUES**

#### **ADS IDF NORD**

Zone d'activités  
5 rue Jean Monnet  
78990 Élancourt

Code AIOT : 0006520888

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement ADS IDF NORD implanté Zone d'activités 5 rue Jean Monnet 78990 Élancourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été conduite pour contrôler que la société ADS IDF NORD n'avait pas démarré l'exploitation d'un centre de tri de déchets ayant fait l'objet d'un dépôt de demande d'autorisation environnementale n'ayant pas abouti.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ADS IDF NORD
- Zone d'activités 5 rue Jean Monnet 78990 Élancourt
- Code AIOT : 0006520888
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les site contrôlé ne présente aucune activité ICPE.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Situation administrative

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 511-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, l'installation ne relève pas de la réglementation ICPE, il n'est pas proposé de suites administratives.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 511-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, soumission à la réglementation ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
<b>Constats :</b>  L'équipe d'inspection constate qu'aucune ICPE n'est exploité à l'adresse où la société ADS IDF NORD projetait de créer un centre de tri de déchets fonctionnant sous le régime de l'autorisation. Sur le site, des travaux sont en cours (des blocs de béton encastrables sont en cours de moulage et un pont-bascule est en place) mais aucun déchet n'a pu être observé dans l'enceinte du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite